

France

21/11/2024

L'assombrissement des perspectives se confirme

En France, le climat des affaires s'est encore assombri en novembre et suggère une croissance faible cours des prochains trimestres.

Le climat des affaires français s'est encore assombri en novembre, perdant un point par rapport à octobre pour s'établir à 96, en-dessous de sa moyenne de long terme. D'un point de vue sectoriel, le climat des affaires a rebondi dans l'industrie, mais le rebond n'efface pas la très forte baisse observée en octobre et la confiance demeure dégradée. En revanche, dans tous les autres secteurs, le climat des affaires chute. Dans les services, l'indicateur se replie et perd deux points, en raison d'une dégradation des perspectives d'activité et de demande. Le climat des affaires se détériore également dans le commerce de gros et dans le commerce de détail, où les intentions de commandes et les effectifs prévus sont en baisse. Enfin, dans le bâtiment, le climat des affaires se dégrade également, en raison notamment de l'opinion sur l'activité revue à la baisse par les chefs d'entreprises.

Ces données sont une preuve supplémentaire de la dégradation des perspectives économiques en France et laissent penser que l'évolution du PIB sera très peu dynamique au quatrième trimestre 2024. Nous attendons une contraction du PIB de 0.1% en glissement trimestriel, après la hausse de 0.4% observée au troisième trimestre notamment à la suite de l'organisation des Jeux Olympiques.

En outre, la détérioration des composantes perspectives du climat des affaires dans la plupart des secteurs suggère que la croissance économique risque de rester très faible également au cours des prochains trimestres. Alors que le gouvernement et la plupart des institutions internationales tablent encore sur une reprise forte de la consommation et de l'investissement dans les prochains mois en France, les enquêtes auprès des entreprises indiquent qu'une telle reprise est peu probable.

En fait, il nous semble que, compte tenu de l'incertitude politique et géopolitique, des mesures fiscales à venir, de la demande faible et le faible potentiel de nouvelles baisses des taux à long terme, un nouvel affaiblissement des investissements des entreprises est à venir en 2025. A côté de ça, la consommation des ménages pourrait continuer de décevoir. Si la nette baisse de l'inflation au cours des derniers mois a supporté le pouvoir d'achat des ménages, il est peu probable que le soutien continue. Un léger rebond de l'inflation est même probable au cours des prochains mois. En outre, le pouvoir d'achat des ménages risque d'être affecté par l'affaiblissement attendu du marché du travail, une contraction de l'emploi étant probable en 2025. Dans un contexte d'incertitude (géo)politique et de hausses des craintes concernant le chômage, le taux d'épargne des ménages risque de ne pas diminuer et de rester à son niveau historiquement élevé. A cela s'ajoute un contexte de politique budgétaire plus restrictive, avec des baisses de dépenses publiques et des hausses d'impôts à venir, qui va peser sur la demande intérieure. Enfin, la demande extérieure pourrait également être plus faible en raison d'une dynamique économique moindre chez les partenaires commerciaux et d'une éventuelle hausse des droits de douane.

En bref, les données du climat des affaires d'aujourd'hui sont un signal de plus de la dégradation des perspectives économiques françaises. A l'image de ce qu'il se passe dans les pays voisins, une croissance très faible est attendue au cours des prochains trimestres. Nous tablons sur une croissance de 0.6% pour le PIB en 2025, contre 1.1% en 2024.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.